

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ N° 2025/167 DE POURSUITE
D'EXPLOITATION

Établissement recevant du public
(E.R.P.)

Délivrée par le Maire au nom de
l'État

Commune	De SARREBOURG
Adresse du projet	ESPACE LE LORRAIN 43, Avenue Poincaré 57400 SARREBOURG
Pétitionnaire	M. MARTY Alain Responsable de l'établissement
Objet	Arrêté de poursuite d'exploitation

Le maire,

Vu le code général des collectivités de territoriales, Vu le code de la construction et l'habitation,
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et
d'accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie
et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin
1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie,

Vu l'avis favorable émis par la **commission communale de sécurité le 1.07.2025 pour l'établissement classé type PE
L de 3ème catégorie.**

ARRÊTE

Article 1er :

Le responsable de l'établissement « ESPACE LORRAIN », de type L classé en 3^{ème} Catégorie sis à SARREBOURG
(57400) –Avenue Poincaré, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le
code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux
handicapés.

Article 2 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec toutes les dispositions concernant la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 :

Cette autorisation fait suite à la levée des prescriptions suivantes dans les délais impartis, de fournir en Mairie :
Suite à la visite, la commission demande :

1. Procéder à la vérification triennale du SSI (**Article MS 73**).
2. Procéder à l'évacuation des encombrants du local SSI (**Article MS 53**).
3. Procéder au réglage des portes, notamment la porte de la régie (**Article CO 28**).

Article 4 :

Le demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- M. le préfet (ou sous-préfet de l'arrondissement),
- Au Commissariat de Police de Sarrebourg

Fait à SARREBOURG, le 04/07/2025

POUR LE MAIRE
L'Adjoint Délégué

Laurent MOORS

